« LES CIVILS DE LA RÉGION DE SÉGOU SONT EN DANGER » », SELON HUMAN RIGHTS WATCH

## L'impunité persiste pour des meurtres présumés commis des militaires et par des groupes islamistes armés

NEW YORK, États-Unis d'Amérique, 2 novembre 2021/ — Le 25 octobre, un jour seulement après la fin de la visite d'une délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies au Mali, huit personnes, dont un jeune garçon et un octogénaire, ont été retrouvées mortes dans le village de N'Dola, dans la région de Ségou au centre du pays. Un villageois qui a aidé à enterrer les morts a déclaré à Human Rights Watch qu'ils avaient été exécutés lors d'une opération antiterroriste du gouvernement. « Nous avons trouvé cinq corps à environ deux kilomètres du village, près du pont », a-t-il déclaré. Ils avaient les yeux bandés et plusieurs d'entre eux avaient la gorge tranchée. Le garçon et son oncle ont été retrouvés environ un kilomètre plus loin.

les Forces armées maliennes ont bien mené une opération près de N'Dola ce jour-là, un porte-parole du gouvernement a déclaré qu'elles avaient procédé à « l'interpellation de 14 suspects », et nié toute implication dans des exécutions extrajudiciaires dans le village.

Depuis la fin de l'année 2020, la région de Ségou est secouée par des affrontements entre les combattants Al-Qaida de la Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) d'une part, et l'armée qui est parfois soutenue par

les membres sont connus sous le nom de Dozos, d'autre part.

Human Rights Watch a reçu des informations d'allégations distinctes concernant d'autres abus plus récents dans la région de Ségou, notamment le meurtre d'un sage dans un village par les forces de défense locales, et la décapitation d'un membre des forces de défense civile capturé par un groupe armé islamiste. Un responsable de Ségou a indiqué que sur les sept « cercles »

(zones administratives locales)

de la région, cinq étaient «occu-

pés » par des combattants du

out en reconnaissant que des groupes d'autodéfense dont JNIM qui ont chassé des enseignants et des professionnels de la santé. Ces combattants contribuent à l'insécurité alimentaire en attaquant et en tuant des agriculteurs, et en assiégeant et en organisant le blocus de villages.

> Human Rights Watch a, par ailleurs, documenté comment les forces de sécurité gouvernementales se sont rendues responsables de dizaines d'exécutions sommaires et de disparitions forcées présumées lors d'opérations antiterroristes. Les Nations Unies et d'autres organisations ont également fait état d'exac

tions commises par les Dozos à Ségou depuis la fin de l'année 2020, notamment l'enlèvement de nombreux villageois pour obtenir des rançons, l'assassinat de leaders communautaires qui refusent de rejoindre leurs rangs et le viol collectif présumé d'une femme.

Ces derniers mois, des dizaines de milliers de villageois ont fui leurs foyers en raison des violences. « C'est atroce - la vie humaine est perturbée de manière insensée et prise en étau par les groupes armés de tous bords », a déclaré un sage de Le gouvernement malien devrait faire davantage pour exercer sa responsabilité de protéger les civils. Les autorités devraient enquêter sur les allégations d'abus commis par l'armée ainsi que par les groupes armés d'opposition, et traduire les responsables en justice. Les Nations Unies et les partenaires internationaux du Mali devraient multiplier leurs appels à l'ouverture d'enquêtes, au respect de l'obligation de ne laisser aucun crime impuni, et à une meilleure protection des civils.

Source: Human Rights Watch

## POUR LA PAIX AU MALI ET DANS LE SAHEL

## Un colloque de haut ouvert à Bamako par LMI Macoter sur les résultats de ses recherches des 5 dernières années



initiative du Laboratoire Mixte International MaCoTer, en collaboration avec trois universités du Mali : Université des Lettres et des sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), se sont ouverts, le lundi 1er novembre 2021, à Radisson Blu de Bamako, les travaux de trois jours du Colloque international de Bamako intitulé : «reconfigurations maliennes et situations ouest-africaines: cohésions, territoires et développement». La secrétaire générale du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr. HabiSanou, a présidé l'ouverture. Étaientà ses côtés, l'Ambassadeur de France au Mali, Joël Meyer, Laurent Vidal, représentant de l'IRD (Institut de Repour Développement), le Recteur de l'Université des Lettres et des sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Pr.IdrissaSoiba Traoré, de l'Université des

Sciences Juridiques et Politiques de Bamako, Pr. Moussa Djiré, les co-directeurs du Laboratoire Mixte International Macoter (LMI Macoter), Dr. Fatoumata Coulibaly et Dr. Gilles Holder. Prennent part au colloque, une soixantaine de délégués de l'Afrique, et de l'Europe. Le colloque aborde 12 panels de haut niveau, en quatre axes : « recomposition des territoires, mobilités, migration et retours »; « cohésion sociale : prescriptions religieuses, suppléance et économie morale du développement ; « « terroirs et médiation culturelle »; « conflits locaux, conflits globaux: logistiques politiques et territoriales de la conflictualité pour aider le Mali à sortir de cette situation de guerre, d'insécurité ».

Gilles Holder a indiqué que le colloque vise d'abord à présenter le bilan des recherches qu'ils ont effectuées durant les 5 dernières années au sein du laboratoire, en les enrichissant de celles produites par des collègues du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, d'Alle-

magne, de France et d'Italie qui ne sont pas liés à Macoter. «C'est pour cette raison que l'intitulé du collogue reprend largement la thématique du laboratoire, mais à laquelle nous avons voulu inclure d'autres situations africaines qui sont à la fois proches et distinctes », a déclaré Giles. La seconde raison de ce colloque international, poursuit Gilles Holder, qui regroupe 60 intervenants durant trois jours, est de créer un moment de réflexion, une sorte «d'arrêt image», sur les raisons pour lesquelles le Mali, et plus largement les pays du Sahel, s'abîme dans des conflits fratricides et comment il entend se reconfigurer. «Il s'agira ici, à Bamako, de capitaliser des avoirs en se voulant prospectif pour le Mali et les voisins confrontés aux mêmes questions de mal gouvernance, de fragilité de l'Etat de droit, de politiques néolibérales, de justice sociale, d'éducation, de prérequis sécuritaires...», a fait savoir Dr. Gilles Holder.

A travers aussi ce colloque, dit

Holder, nous voudrions essayer de convaincre les personnalités politiques, les membres de la société civile, les bailleurs de fonds présents, et qui tous se mobilisent pour sortir de cette crise, en leur disant que la recherche peut offrir un appui substantiel pour trouver des solutions, dès lors que l'approche strictement sécuritaire et répressive, que les solutions techniques, n'ont pas suffisamment fait preuve d'efficacité.

Certes, souligne Gilles, la recherche n'est pas là pour se substituer à l'action des gouvernements et n'a aucun mandat que celui de connaître et transmettre. Mais, poursuit Dr. Gilles, faut-il que cette recherche académique puisse exister. « Le Mali dispose d'un institut et de trois grandes universités publiques qui se partagent enseignement et recherche en sociologie, en anthropologie, en histoire, en géographie, en droit, en sciences politiques, etc. Le Mali est aussi l'un des rares pays à avoir créé un fonds compétitif pour la recherche et l'innovation technologique, alimenté par une subvention budgétaire fixé à 0,2% des recettes fiscales. Malgré tout cela, malgré les efforts que le pays faits, malgré une crise qui ne cesse de s'étendre, la recherche en sciences n'accède que de façon marginale à ce fonds, qui privilégie plutôt les secteurs de la santé, de la biologie, de l'agriculture ou des mines. Or le développement agricole, la prise en charge d'une meilleure santé, l'amélioration de l'éducation, le développement économique ne pourront se réaliser sans rétablir au préalable la paix et la cohésion sociale, seuls

gages de sécurité et de bon être des citoyens. Cela passe par la compréhension des causes qui ont conduit à ce conflit et son extension, de manière à pouvoir engager un processus de dialogue de réconciliation et de reconstruction. Les sciences sociales sont aussi là pour cela », a déclaré Dr. Gilles Hol-

Selon Laurent Voidal, sur le fond, si les grandes thématiques de Macoter sont présentes (mobilités, ordres sociaux et politiques, dynamiques culturelles). On sent plus que jamais que ce colloque, son argumentaire, dit Vidal, ont été « rattrapés par la crise ». « Les questions de conflictualité, de fracture, de fragilité traversent les énoncés de ce colloque. On a donc, et c'est heureux, des sciences sociales en prise directe avec les dynamiques du pays », a fait sa-voir Laurent Vidal. Ce colloque peut donc être l'occasion d'inaugurer de nouvelles thématiques qui porteront macotei dans les années à venir.

Pr. Haby Sané, a, au nom du Ministre de l'enseignement supérieur, indiqué que LMI Master est le premier labo interdisciplinaire de recherche de haut niveau en sciences humaines et sociales qui se penche sur les grands enjeux sociaux et économiques au Mali en rapport avec les questions de conflits, de reconstruction, les réponses au nisocial veau et développement. «J'espère que les thématiques débattues viendront répondre aux défis de la paix, à la crise multidimensionnelle à laquelle le Mali fait face», a déclaré Pr. HabiSané. Hadama B. Fofana